

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 26/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GONTERO Carrières

2 Boulevard Edouard Hériot
BP 30
13500 Martigues

Références : JC-D-2025-0320

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance): 0006401325

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 dans l'établissement GONTERO Carrières implanté Les Bouttiers La Mède 13161 Châteauneuf-les-Martigues. L'inspection a été annoncée le 24/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GONTERO Carrières
- Les Bouttiers La Mède 13161 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006401325
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de roche massive, production de sables, graviers et blocs.
Autorisation du 08/07/2014 pour un volume annuel moyen de 850 000 tonnes

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitations à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1.	Sans objet
2	Mesures de prévention de la qualité de l'air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2.	Sans objet
3	Mesures de préventions contre les incendies	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 20	Sans objet
4	Volume d'extraction	Arrêté Préfectoral du 10/08/2014, article 3	Sans objet
5	Prévention contre le risque Incendie de la Station Service	Arrêté Préfectoral du 10/08/2014, article 20.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection ne constate aucune non-conformité sur les points de contrôles effectués sur la thématique du respect du volume d'extraction des matériaux et du périmètre d'extraction.

Des non-conformités sont à souligner, concernant les moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant s'est toutefois mis en conformité ultérieurement à la visite, en date du 26/06/25.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitations à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1.
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats : L'exploitant présente le plan d'exploitation de février 2025, ref 24-254, également envoyé par courriel en préalable de la visite.

L'inspection constate lors de sa visite d'inspection que l'exploitation est conduite conformément à la réglementation:

- présence de la bande des 10m sur l'intégralité du pourtour de la carrière
- retrait respecté
- front de 15m de hauteur, pas de soucis d'instabilité d'après les propos de l'exploitant.
- cote topographique minimale du fond de carrière à +94,65m NGF pour une autorisation à +65m NGF

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de prévention de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
- les engins de forations des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.

Constats :

L'exploitant indique à l'inspection des installations classées que:

- les voies de circulation en sortie de carrière sont enrobées et le nettoyage est effectué 1 fois par mois en moyenne;
- la vitesse des engins est limitée à 30km/h sauf par endroit ou la vitesse est limité au pas, afin de limiter l'envol des poussières et pour de raison de sécurité . Une sensibilisation sur la sécurité est faite régulièrement et tous les ans avec un organisme "Prevenchem" pour rappeler les règles de sécurité et de vitesse à respecter;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées et l'exploitant rappelle régulièrement les consignes à ses chauffeurs;
- a foreuse est équipée de filtre et aspiration

L'inspection constate une rampe d'aspersion pour les camions et l'exploitant ne fait pas remonter de plainte sur le sujet d'envol des poussières. La limitation de vitesse est bien présente. Un léger dépôt de poussières est constaté en sortie de carrière.

L'exploitant s'engage à faire ajouter un panneau rappelant les obligations de bâchage des camions comportant des fines en sortie de carrière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il conviendra de nettoyer la sortie de carrière sous peu afin de retirer le léger dépôt de poussière constaté et rappeler le caractère obligatoire de bâchage des camions pour les éléments fins.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures de préventions contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Le registre unique de sécurité consulté sur place par l'inspection fait apparaître que le dernier contrôle annuel des moyens d'extinction a eu lieu le 25/10/24 pour la partie bâtiment + véhicules. Le rapport de vérification n°2409.017366CPI mentionne que: <ul style="list-style-type: none"> • les extincteurs n°11-30-37 sont à remplacer • les extincteurs n°23-24 ne comportent pas de housse • l'extincteur n°29 à disparu • les 4 extincteurs véhicules sont à remplacer et 2 n'ont pas pu être vérifiés <p>Il y a eu changement de prestataire entre la vérification et le remplacement.</p> <p>Le rapport de vérification d'eurofeu comportant les extincteurs remplacés n'a pas pu être communiqué le jour de l'inspection. L'exploitant s'engage à transmettre ce rapport ultérieurement.</p> <p>Néanmoins l'inspection a pu consulter la facture n° VFA041126951 mentionnant bien le remplacement de 9 extincteurs et les housses.</p> <p>L'exploitant a transmis ultérieurement à la visite, en date du 17/06/2025, le rapport de vérification susmentionné, signé.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection demande à ce que des équipements de lutte adaptés et conformes soit rapidement mis en œuvre au niveau des casiers de stockage du centre de tri situés en limite de pinède. Par courriel du 26/06/2025, l'exploitant a transmis la preuve de mise en œuvre de moyens d'extinctions au niveau du centre de tri (extincteurs + citerne à eau avec raccord pompier).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Volume d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2014, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploitation de la carrière est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté, remise en état incluse, sur la base du plan d'exploitation joint. Elle

<p>porte sur l'extraction d'environ 11,08 millions de mètres cubes soit 25,5 millions de tonnes de calcaire,</p> <p>L'autorisation vaut pour une exploitation dont le volume de production annuel moyen est de 850 000 t, calculée sur cinq années glissantes.</p> <p>Elle vaut pour une production maximale de :</p> <p>+ 850 000 tonnes/an tant qu'un nouvel accès permettant d'éviter l'avenue Emile Miguet n'aura pas été réalisé ;</p> <p>+ 980 000 tonnes/an à compter de la mise en service d'une nouvelle voie d'accès.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que son autorisation arrive à échéance au 10/08/2044 pour un volume maximal d'extraction de 850 000 tonnes sur 5 années glissantes</p> <p>L'inspection constate la présence d'un plan topographique à jour et l'exploitant communique les volumes d'extraction suivant:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2024 : 533 200 tonnes • 2023 : 605 000 tonnes • 2022 : 546 357 tonnes • 2021 : 719 325 tonnes • 2020: 748 692 tonnes <p>Soit 630 514 tonnes en moyenne annuelle glissante 2024 pour une autorisation de 850 000 tonnes</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention contre le risque Incendie de la Station Service

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2014, article 20.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour l'îlot de distribution : 1 extincteur homologué 233 B ; • pour l'aire de distribution : 1 bac de 100 litres d'agent fixant ou neutralisant incombustible avec pelle et couvercle, 1 couverture spéciale anti-feu ; • à proximité des bouches d'emplissage des réservoirs : 1 bac de 10 litres d'agent fixant ou neutralisant incombustible avec pelle et couvercle ; • pour le local technique : 1 extincteur homologué 233 B • pour le tableau électrique : 1 extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes). <p>Les prescriptions qui doivent être observées lors de l'usage sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes et ce au niveau de chaque appareil de distribution. Elles concernent notamment l'interdiction de fumer, d'approcher un appareil pouvant provoquer un feu nu et d'utiliser un téléphone cellulaire, ainsi que l'obligation d'arrêt du moteur.</p>
<p>Constats :</p>

L'inspection à pu constater lors de la visite du site, au droit de la station de distribution de carburant de la carrière:

- pour l'îlot de distribution : 1 extincteur homologué 233 B - 50kg poudre abc;
- pour l'aire de distribution : 1 bac de 100 litres de sable avec 1 pelle et 1 couvercle puis 1 couverture spéciale anti-feu ;
- pour le local technique : 2 extincteurs homologué 233 B poudre abc 9kg
- pour le tableau électrique : 1 extincteur poudre abc 2 kg.

Les prescriptions qui doivent être observées lors de l'usage sont affichées en caractères lisibles au moyen de pictogrammes et au niveau de chaque appareil de distribution. Elles concernent notamment l'interdiction de fumer, d'approcher un appareil pouvant provoquer un feu nu et d'utiliser un téléphone cellulaire, ainsi que l'obligation d'arrêt du moteur.

L'inspection constate l'absence:

- de l'agent fixant ou neutralisant incombustible dans le bac de 100 litres (le sable n'est pas conforme)
- du bac de 10 litres d'agent fixant ou neutralisant à proximité des bouches d'emplissage des réservoirs avec pelle et couvercle ;
- d'un extincteur CO2 (2 kilogrammes) pour le tableau électrique.

Ultérieurement, par courriel du 26/06/2025, l'exploitant à transmis les preuves de mise en conformité par l'ajout de l'agent fixant-neutralisant (terre de diatomée) avec pelle et de l'extincteur CO2 2kg.

Type de suites proposées : Sans suite